

# Adresse à tous les Frères du GODF à l'occasion du convent de Vichy 2010 (1re partie)

## Adresse à tous les Frères du GODF à l'occasion du convent de Vichy 2010

### PREMIERE PARTIE: Les francs-maçons du GODF se doivent d'agir pour préserver les valeurs de notre République laïque

#### Préambule

Jamais la situation dans notre pays n'a été aussi préoccupante pour la survie de notre République laïque:

Jamais les attaques contre notre modèle social de société, issu du Programme du Conseil National de la Résistance, devenu le socle de notre République laïque moderne, n'ont été aussi déterminées et destructrices qu'à l'heure actuelle.

Ce doit être pour tous les Frères du GODF la préoccupation principale, voire exclusive.

En conséquence, les combats piccrocholinesques d'arrière-garde et épuisants pour notre énergie (comme ceux de tout faire pour refuser aux loges la liberté d'initier des femmes) doivent cessés, les tentatives de déstabilisation, au sein de notre obédience, de certains groupes sectaires dogmatiques et extrémistes doivent être éliminées, les actions insidieuses d'autres groupes inféodés à des intérêts politiques divers mettant en danger notre idéal maçonnique de laïcité émancipatrice fondée sur la liberté absolue de conscience, doivent désormais mériter le rejet unanime de notre obédience C'est pourquoi nous, soussignés, Francs-Maçons du GODF, adressons à tous nos Frères du GODF l'adresse suivante pour

qu'elle soit massivement diffusée, et en particulier aux délégués du convent de septembre à Vichy.

L'esprit du Programme du Conseil National de la Résistance en passe de disparaître sous les coups de la mondialisation néolibérale.

Le Programme du Conseil National de la Résistance traduisait la synthèse des revendications sociales des forces politiques et syndicales de la Gauche et des aspirations de liberté d'entreprendre des tenants de la Droite libérale nationale.

Ce fut une synthèse réussie car elle se basait sur les valeurs républicaines d'égalité en droit et de liberté individuelle contenues dans la Déclaration des Droits de l'Homme d'août 1789, sources de la construction ultérieure de l'idéal laïque, et sur l'objectif de développement des services publics et de la protection sociale collective.

– Le développement des services publics (enseignements primaire, secondaire et universitaire), poste et télécommunications, transports (air, rail et routes), production et fourniture de l'électricité et de l'eau courante potable, réalisation des diverses infrastructures communales et départementales, etc...) avait pour objectif de permettre à tous, riches ou pauvres, de bénéficier des mêmes possibilités d'utilisation de services jugés nécessaires pour la bonne harmonie du contrat social

– Le développement de la protection sociale collective avait pour fondement la réalisation dans les faits d'un authentique humanisme dans lequel personne n'était abandonné au bord de la route par la collectivité pour la maladie, la vieillesse, le chômage, l'handicap, et cette réalisation était elle-même fondée sur l'acquisition de droits égalitaires pour tous et non sur l'attribution de quelques actions charitables à la merci des puissants ou des organisations religieuses.

– La mise en place de mesures constituant le Droit du Travail et l'élargissement de la protection individuelle dans le Droit Civil, notamment de la condition féminine, participait au progrès émancipateur apporté par les valeurs de la laïcité; celle-ci était garantie par le maintien de la loi de

séparation des églises et de l'Etat de 1905 malgré les coups de butoir portés contre elle dans la parenthèse pétainiste.

Ces objectifs du Programme du Conseil National de la Résistance furent portés par nombre de forces républicaines démocratiques, de droite et de gauche dont le Grand Orient de France était une composante essentielle. En effet la caractéristique du Grand Orient de France, est-il besoin de le rappeler, est de pouvoir rassembler des gens de toutes origines et de toutes conditions, de droite et de gauche, pour trouver des solutions de synthèse aux problèmes de la société, en référence aux valeurs républicaines démocratiques et laïques.

Or nous assistons actuellement à la remise en cause de tous ces objectifs et de toutes ces valeurs par les idéologies issues de la mondialisation néolibérale en faveur de la tyrannie du marché et du profit, et par les idéologies communautaristes des forces religieuses de toute nature, essentiellement des églises chrétiennes, catholiques et fondamentalistes protestantes, et aussi des organisations islamiques, celles-ci qu'elles soient radicales ou qu'elles se veulent modérées.

Pour bien montrer la réalité du danger actuel, nous ne citerons que quelques faits significatifs :

Les recommandations écrites il y a plus de 15 ans dans des rapports de l'OMC, du FMI, et de la Banque mondiale stipulaient très précisément que l'enseignement supérieur et la protection sociale collective devaient être totalement libéralisés et soumis à la loi du marché, les états devant seulement se réserver l'aide sociale aux plus pauvres; de telles disposition faillirent devenir obligatoire pour tous les états dans le projet de l'Accord Général du Commerce des Services (AGCS) repoussé à Cancun il y a plus de 10ans. Il faut constater qu'à cette époque les forces politiques de gauche et de droite en France ne s'indignèrent pas d'un tel projet qui détruisait les effets du Programme du Conseil National de la Résistance.

Les projets gouvernementaux actuels de destruction de

l'essentiel de la protection sociale collective que ce soit au niveau de l'assurance maladie ou que ce soit au niveau des retraites n'ont pas d'autre but que de se conformer à ces recommandations du FMI et de l'OMC, organismes présidés maintenant par des membres du PS français (Lamy et Strauss-Kahn) et qui sont soumis aux diktats des forces financières spéculatives. Il paraît certain que la fin programmée de ces dispositions collectives de protection sociale fondées sur la solidarité aboutiront au développement des assurances privées individuelles qui produiront de somptueux profits pour leurs actionnaires.

En effet nous nous verrons alors tous obligés de prendre individuellement ce genre d'assurances pour notre protection individuelle, mais cette situation dite de responsabilité individualiste aggravera les inégalités et les exclusions de ceux qui ne pourront pas se payer toutes les assurances adéquates (comme c'est le cas actuellement aux USA, aussi bien pour les classes moyennes que pour les classes populaires).

Il en sera de même pour l'enseignement supérieur payant et pour tous les autres services publics privatisés qui participeront eux aussi à l'aggravation rapide de la paupérisation d'une grande partie de la population et un enrichissement éhonté d'une infime minorité.

### **Les moyens mis en oeuvre par les tenants de la mondialisation néolibérale :**

Les moyens mis en oeuvre pour arriver à ces fins sont bien connus; mais il faut savoir les regrouper pour comprendre leur articulation entre eux;; nous ne citerons que les 2 principaux, étroitement liés entre eux.

#### *1/ l'instauration d'un libre-échange absolu*

– Il permet d'abord d'envahir de produits au bas coût les pays socialement avancés qui ne peuvent pas alors rivaliser avec ceux des pays aux coûts salariaux et sociaux extrêmement bas: c'est la désindustrialisation des pays européens qui commence.

– Il permet ensuite la délocalisation des usines de production et des services à distance dans les pays à bas coûts salariaux et sociaux (aussi bien pour les emplois non qualifiés que pour

ceux très qualifiés) , ce qui accentue la désindustrialisation (perte massive des emplois) et augmente le chômage. dans les pays socialement avancés

*2/ l'accélération d'un processus d'immigration massif de populations issues des pays pauvres et souvent en disette alimentaire.*

Cette immigration massive (plusieurs dizaines de milliers de personnes par an en France actuellement) est favorisée par les forces néolibérales de la mondialisation qui voient dans ce phénomène un moyen d'avoir une main d'oeuvre non qualifiée à bas coût et précarisée dans les pays européens.

Elle est souvent accélérée par la destruction de l'agriculture et des artisanats locaux des pays pauvres suite aux effets même du libre-échange. Ce volant de main d'oeuvre affamée est précarisée encore plus par leur entrée illégale sur les territoires des pays européens, et sert évidemment à faire pression directement sur les revendications sociales des salariés nationaux , mais aussi indirectement sur les revendications des demandeurs d'emploi puisque l'immigration massive fait augmenter le chômage, au moins dans les emplois non qualifiés (qui peut dire décemment le contraire?).

Nous sommes alors confrontés à un bourrage de crane hors du commun: par les organismes qui sont aux ordres de la spéculation mondiale, FMI, OMC, et par les médias qui retransmettent servilement leur propagande; ils osent nous dire sans rire que cette immigration massive est une chance pour l'Europe (c'est plutôt une chance pour les spéculateurs financiers, et un désastre pour les économies des pays européens).

### **Les effets sociétaux de cette immigration massive :**

C'est en effet une chance pour ces spéculateurs financiers de faire ce travail en toute impunité, car ils réussissent par ce phénomène à nous culpabiliser à travers nos sentiments de solidarité humaniste que nous éprouvons envers ces populations extrêmement pauvres et affamées qui viennent chercher chez nous un peu de bien être social.

Toute une série d'organisations religieuses chrétiennes et

d'organisations de gauche et d'extrême gauche réclament alors sans cesse la régularisation des « sans-papiers », et celle-ci une fois obtenue pour un groupe donné d'immigrés, elles redemandent, aussitôt après, la même chose pour ceux qui viennent d'arriver, et le processus recommence sans cesse indéfiniment à la plus grande satisfaction de ces forces financières mondialisées.

Les organisations qui se prêtent activement à ce jeu, le NPA, les Verts, le MRAP, les Alternatifs, SOS-Racisme, la LDH parmi tant d'autres, le plus souvent soit par une idéologie dogmatique pseudo anticapitaliste, soit par un sentiment humaniste à courte vue, sont ainsi les meilleurs alliés du capitalisme financier exploiteur, car elles leur donnent une raison humaniste pour justifier leur action destabilisatrice.

Et ce n'est pas tout. Il se trouve que la presque totalité de ces populations immigrées sont depuis des décennies issues des pays maghrébins, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie mineure (Turquie, Irak, Afghanistan), c'est à dire des populations complètement islamisées. Et là entrent en scène les forces religieuses islamiques pour tenter de conquérir l'Europe, qu'elles se fassent ou non concurrence entre organisations dites modérées et organisations dite radicales. Toutes ces organisations islamiques ont pour objectif de détruire les caractères républicains de nos pays et particulièrement le caractère laïque de la France, au nom que la Charia, loi de Dieu, doit s'appliquer pour tout musulman même en pays laïque et républicain. Et ce sont des revendications sans cesse renouvelées pour l'autorisation du port du voile islamique et des prières dans l'espace public, la nourriture hallal imposée aux cantines scolaires et dans certains quartiers (les boucheries traditionnelles sont souvent menacées dans ces quartiers pour les vendre à des islamiques), voire maintenant jusqu'à des commerces de grande restauration (les Quick hallal) et même à des cantines de fonctionnaires (récentes affaires chez les cantines des CRS et des gendarmes). Cette offensive d'imposer la nourriture hallal a pour résultat d'obliger de fait les non musulmans à payer

les taxes alimentaires religieuses inhérentes à la certification hallal à des organisations islamiques, lesquelles se servent en retour de cette masse d'argent considérable pour financer leurs actions politico religieuses! Tout ça dans l'indifférence générale ou presque, au nom d'une certaine idée de la tolérance qui n'est en fait que de la soumission.

Mais il y a un autre effet sociétal encore plus grave à long terme de cette immigration massive de populations islamisées: c'est la possibilité de « changer le peuple ».

Les forces néolibérales mondialisées ont compris qu'à terme une immigration massive de populations islamisées permettait de détruire les caractères laïques et républicains des pays européens et particulièrement ceux de la France, pays qui résiste le mieux grâce à sa structure républicaine laïque issue de la révolution de 1789 et à ses institutions sociales issues du Programme du Conseil National de la Résistance, puisque 2 millions, puis 3, puis 1 million de plus toutes les décennies d'une population islamisée, en appuyant les revendications communautaristes de ces organisations islamiques (voile islamique, nourriture hallal, multiplication de mosquées tout en imposant les prières sur la voie publique, l'obligation de respecter le ramadan à tout un quartier, etc.) changent de fait la nature du peuple.

D'autant que la destruction progressive de notre système d'éducation publique, accélérée par les privilèges toujours plus grandissants accordés à l'enseignement privé catholique, destiné en priorité aux couches sociales supérieures du pays, accentue la ségrégation sociale. Accélérée aussi par l'idéologie du relativisme culturel et du savoir véhiculée par la nébuleuse des tenants du pédagogisme à la Bourdieu et des tenants des écoles de pensée des divers courants écologistes, la mise à mal de l'enseignement public a abouti au rejet de l'enseignement du savoir d'une masse considérable d'enfants d'immigrés qui se tournent alors vers la marginalisation jusqu'à la délinquance sous toutes ses formes (drogue, rackets, grands banditisme, affaires récentes de Roubaix et de

Grenoble) ou jusqu'à l'intégrisme islamique radical.

Il est indispensable d'avoir conscience que si le problème social pour les enfants d'immigrés est d'une grande importance à cause du chômage de masse, il n'explique pas tout. Les attaques délibérées des organisations islamiques contre la science et la raison, poussant les élèves à refuser les enseignements de l'école républicaine au nom de l'enseignement du Coran, favorisent ainsi le rejet de l'égalité homme-femme, le rejet des théories scientifiques de l'évolution des espèces, et le rejet global des valeurs de la laïcité.

Jamais la France, terre d'immigration depuis plusieurs siècles, et dont le caractère républicain permettait l'assimilation aux valeurs laïques de toutes les vagues d'immigration, des juifs d'Europe centrale, aux italiens, espagnols, portugais, antillais, africains, arméniens, russes, polonais, asiatiques, etc. n'avait été soumise à de telles attaques destructrices de son modèle social, laïque et républicain.

Le peuple français, à terme mais dans un délai qui se rapproche, peut être ainsi complètement changé dans sa composition, et surtout dans ses aspirations aux valeurs laïques et républicaines d'émancipation au profit des communautarismes les plus divers et surtout religieux.

### **Le devoir d'agir pour les Francs-maçons du GODF**

Face à cette situation, les francs-maçons du GODF ont le devoir d'agir

En effet, les organisations politiques de droite et de gauche manifestent leur incapacité d'agir en vue d'un projet républicain.

Le PS et autres organisations de gauche et d'extrême-gauche, ne savent que demander la régularisation des « sans-papiers » sans proposer des solutions durables, acceptent les prières et le voile islamiques sur la voie publique, et ne font qu'excuser les voyous et autres bandits qui sèment la terreur dans les quartiers à majorité d'immigrés, avançant à chaque fois l'excuse sociale.

L'UMP et autres organisations de droite obéissent servilement



aux diktats de libre-échange des biens et des personnes voulues par les forces néolibérales mondialisées, tout en promettant chaque jour des mesures sécuritaires qui ne sont que de la poudre aux yeux mais qui souvent écornent dangereusement les caractères républicains d'égalité en droit de notre constitution (affaire de la perte sélective de la nationalité suivant son origine).

Et pendant ce temps, les idées et projets d'exclusion véhiculés par l'extrême-droite avancent dans l'opinion, et en même temps les revendications communautaristes et la colonisation islamique rampante s'installent sans coup férir dans les territoires de la République

Il appartient donc aux francs-maçons du GODF de relever le défi et de prendre la tête d'une authentique résistance républicaine, laïque et sociale, tout en proposant des solutions durables fondées sur nos valeurs humanistes.

Et c'est sur le Programme du Conseil National de la Résistance que doivent se construire les fondations d'une république laïque et sociale.

Or, pour agir les francs-maçons du GODF ont un ciment idéologique qui les unit, l'idéal laïque. Cet idéal laïque, basé sur la liberté absolue de conscience et l'égalité en droit devient alors le socle sur lequel doit continuer à se bâtir ce Programme du Conseil National de la Résistance, source de la fraternité sociale et donc de l'émancipation collective. Mais cet idéal laïque est lui-même battu en brèche par, en plus des forces islamiques, l'action sournoise et revancharde de l'Eglise catholique, soutenue par les églises protestantes fondamentalistes, voire par des religieux israélites intégristes, et en tout cas par toutes les sectes.

Mais il ne faut pas que la lutte pour la laïcité se résume à organiser des commémorations, des conférences pour retraités nostalgiques, des communiqués sans projets d'actions à la clé pour dénoncer la loi Carle et le rapport Machelon qui veut justement détricoter la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905. Cela est inefficace et à la longue, contre productif à notre idéal car nous prêtons le champ à la

critique de ringardise nostalgique de la part de nos adversaires.

Malheureusement, ce sont les seules choses qu'a été capable de faire jusqu'à maintenant notre Grand Officier du GODF chargé de la Laïcité et de l'Immigration, et sa Commission Permanente de la Laïcité.

Pas de recours de leur part en justice administrative contre les innombrables subventions aux associations religieuses (catholiques et autres) accordées par les pouvoirs publics et les collectivités locales, pas de recours en justice administrative contre les constructions illégales des mosquées avec les subventions déguisées des collectivités locales au nom de soit-disants buts culturels, pas de pressions publiques contre les maires et conseils généraux de droite et de gauche qui bafouent ainsi l'esprit de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat pour leurs intérêts électoraux.

Rien, si ce n'est à longueurs de réunions, des incantations., toujours des incantations, rien que des incantations, aucune action efficace.

Pourtant récemment il y avait quelque chose à faire de terriblement important avec l'affaire LAUTSI, qui passe en ce moment en appel à la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH).

Résumons l'affaire: Madame LAUTSI, finlandaise marié à un Italien et vivant en Italie a fait un recours auprès de la CEDH sur le fait que la présence de crucifix dans l'école publique de ses enfants était une pression religieuse vis à vis d'eux et violait la liberté de conscience

Et l'Etat italien a été condamné en novembre 2009

Mais l'Etat italien a fait appel, soutenu par 20 états du Conseil de l'Europe et de nombreuses ONG (certaines sont américaines) au nom de la liberté des états.

L'affaire vient de passer en appel auprès de la Grande Chambre de la CEDH et le verdict est attendu pour l'automne

Or seule la Fédération Européenne des Francs-Maçons (FEFM), et son association profane, l'Association Européenne de la Pensée Libre, association récente de droit belge et basée à Bruxelles

a agit auprès de la CEDH (l'association « Europe et Laïcité » s'en est aussi préoccupée).

Inaction totale de la part de la commission permanente de la laïcité du GODF et de son Grand Officier, malgré les appels à l'aide de la FEFM, qui demandait de mobiliser tous les professionnels du droit pour l'aider à rédiger des mémoires à remettre à la CEDH, et de mobiliser tous les responsables politiques pour les inciter à agir politiquement., notamment sur le gouvernement français.

L'enjeu est de taille. Car au delà du verdict, c'est toute une conséquence dramatique pouvant aller jusqu'à la destruction des lois laïques de séparation des églises et de l'Etat et particulièrement en France, ce qui sera possible juridiquement en cas de victoire de l'Etat italien. Un arrêt de la CEDH visant un cas particulier a vocation dans ses attendus à s'appliquer dans tous les états du Conseil de l'Europe, et si les attendus disent que les religions peuvent s'afficher librement dans les écoles, établissements publics, et espace public, rien ne pourra empêcher quiconque en France de faire un recours, non seulement auprès de la CEDH, mais aussi ensuite auprès de notre Conseil Constitutionnel par le moyen de la Question Prioritaire de Constitutionnalité, introduit cette année dans le Droit français, contre toute dispositions des lois laïques de notre pays, même les plus anciennes et les plus emblématiques (loi de 1905, loi de mars 2004 entre autres) avec quelques chances, hélas, de succès. par la référence aux attendus des arrêts de la CEDH!

Or la CEDH avait jusqu'à maintenant toujours rejeter les recours des islamistes contre les interdictions du port du voile islamique dans les établissements publics et l'espace public avec les attendus suivants:

La liberté de manifester sa religion peut être restreinte afin de préserver les valeurs démocratiques de la société.

La limitation du port du voile islamique, donc son interdiction, peut être un besoin social impérieux tendant à atteindre les buts légitimes que sont la protection des droits et libertés d'autrui la sauvegarde du principe de laïcité, le

maintien ou la protection de l'Ordre Public.

Un parti politique (donc aussi une association ou un mouvement religieux) pronant l'application de la Charia dans la société, meme par de simples déclarations de ses responsables, n'a pas sa place dans une société démocratique et peut donc etre interdit.

Etc.

Cette jurisprudence constante de la CEDH (qui dénote soit dit en passant d'une position totalement opposée à celle de notre Conseil d'Etat, dont la position résulte de sa filiation par rapport à celle adoptée dans le régime de Vichy sous Pétain) a permis jusqu'à maintenant de rejeter tous les recours contre le port des insignes religieux en public, approuvant systématiquement les interdictions du port du voile islamique en public (multiples affaires de recours en Suisse, Belgique, Allemagne, Turquie et France). Cette jurisprudence risque d'être remise en cause par l'appel de l'Etat italien en Grande Chambre de la CEDH à cause de l'arrivée de nouveaux juges catholiques (polonais, maltais) ou orthodoxes (grecs, roumains) en faveur de l'affichage du crucifix dans les établissements et lieux publics.

Le désintérêt effectif de la Commission permanente de la laïcité du GODF et de son Grand Officier pour cette affaire et qui a empêché la mobilisation du GODF est proprement criminelle pour la sauvegarde de nos valeurs laïques.

**Les Francs-Maçons du GODF doivent recommencer à agir efficacement et ne plus se contenter de commémorations ou de communiqués inefficaces**

A noter au sujet de l'immigration massive, il y a une dizaine ou une vingtaine d'années, de nombreuses loges du Centre de la France avait suggéré de créer une TVA (possible en France dans le cadre de la législation européenne si la TVA prend la nature d'une « TVA sociale » destinée à financer une partie de la protection sociale de notre pays,) et qui pourrait, en outre, financer les organisations syndicales des pays pauvres et les organisations permettant le développement durable dans ces pays, pour éviter à la source l'immigration massive dans

le notre.

Notre Grand Officier de l'Immigration a-t-il fait étudier les possibilités juridiques de cette proposition qui est en accord avec nos valeurs humanistes?, ou a t il chercher l'étude d'autres mesures?

Non, mais par incompetence? Désintérêt?

C'est vrai, il était totalement absorbé par l'organisation des commémorations et par les moyens de diaboliser le journal électronique « Riposte Laïque », le journal dans lequel peuvent s'exprimer tous les laïques résistants, quelles que soient leurs origines et leurs engagements, aux divers communautarismes d'inspiration religieuse, dont surtout celui lié à l'offensive islamique. Et comme l'organisation de cette diabolisation lui était demandée par ses amis trotskystes de La Libre Pensée, par ses « étranges » amis laïques de l'UFAL (Union des Familles Laïques) , et par ses maîtres à penser islamogauchistes du MRAP, de la LDH et de SOS-Racisme, on comprend qu'il ne pouvait pas faire autrement..

Et participer à des complots pour empêcher les loges qui le désirent d'initier des femmes prend du temps et de l'énergie.. et le principal est négligé....

**Jean DUVALIT, Michel CREPERES, Salomon EDZOT,**

francs-maçons du GODF

(A suivre)

Semaine prochaine : 2e partie